

LETTONIE

La croissance est vigoureuse et repose sur une large assise, mais elle devrait se modérer pour s'établir en deçà de 3 ½ pour cent en 2020. La consommation privée sera soutenue par le dynamisme persistant du marché du travail. Après s'être effondré, l'investissement a fortement rebondi en 2017-18, les investisseurs ayant utilisé les fonds structurels de l'UE, mais l'expansion des dépenses d'équipement va revenir à des niveaux plus viables dans les deux prochaines années.

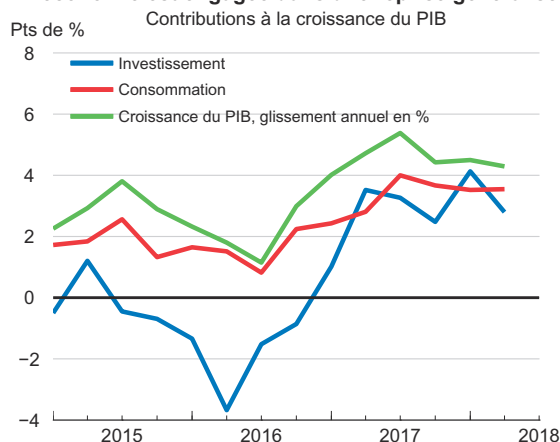
Les répercussions budgétaires des réformes de l'imposition du revenu des personnes physiques et des bénéfices des sociétés survenues en 2018 et 2019 ne sont que partiellement compensées par un relèvement des droits d'accise et par des mesures de maîtrise des dépenses. La politique budgétaire est de ce fait légèrement expansionniste. La hausse des dépenses de santé contribue à améliorer l'accès aux soins, actuellement marqué par des inégalités. Le gouvernement entend améliorer les programmes de reconversion et développer le marché locatif pour renforcer la mobilité des travailleurs, ce qui est judicieux pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée et aux problèmes d'inadéquation des compétences.

Les politiques monétaire et budgétaire expansionnistes stimulent la croissance

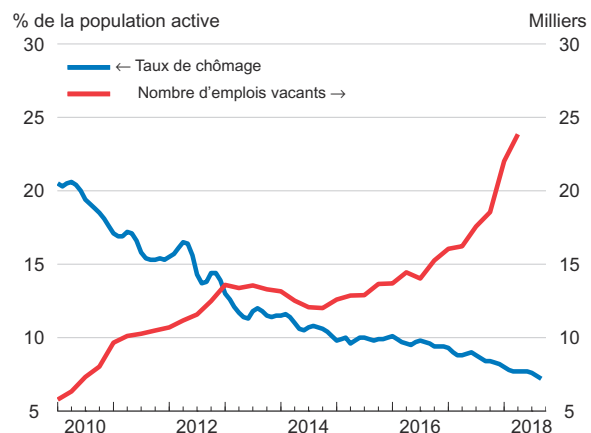
L'activité économique est en forte croissance, sous l'effet de la demande intérieure. Une hausse marquée des revenus d'activité, due à des tensions sur le marché du travail, et une majoration de 13 % du salaire minimum en 2018 alimentent la consommation privée. L'investissement a rapidement progressé, car les investisseurs privés et publics se sont adaptés aux nouvelles règles d'utilisation des fonds structurels de l'UE, faisant grimper le taux de croissance du PIB au-dessus de 4 % en 2017 et 2018. Les exportations sont restées vigoureuses, la progression des salaires demeurant globalement en phase avec les gains de productivité dans le secteur exportateur, et Riga s'est imposée en tant que centre d'externalisation de services aux entreprises et destination touristique.

Lettonie


L'économie est engagée dans une reprise généralisée



Le marché du travail se tend



Source : Bureau central de la statistique de la Lettonie ; Eurostat ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876993>

Lettonie : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	24.3	2.1	4.6	4.7	3.9	3.3
Consommation privée	14.7	1.4	4.1	4.4	3.8	3.6
Consommation publique	4.4	3.9	4.1	3.5	2.8	2.6
Formation brute de capital fixe	5.4	-8.4	13.1	18.6	8.1	4.4
Demande intérieure finale	24.4	-0.3	5.9	7.2	4.6	3.6
Variation des stocks ¹	0.0	2.3	0.4	-2.1	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	24.4	2.1	6.2	4.9	4.3	3.7
Exportations de biens et services	14.7	4.4	6.2	4.7	4.3	4.0
Importations de biens et services	14.8	4.4	8.9	5.0	5.0	4.6
Exportations nettes ¹	-0.1	0.0	-1.5	-0.2	-0.4	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.9	3.2	3.4	2.6	3.0
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.1	2.9	2.6	3.0	2.7
IPCH sous-jacent ²	—	1.2	1.7	2.0	2.6	2.7
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.7	8.7	7.5	7.2	7.0
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	-5.5	-6.5	-3.5	-2.6	-1.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.1	-0.6	-0.8	-0.8	-0.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	50.3	48.1	47.4	47.1	46.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	40.3	40.0	39.3	39.0	38.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.6	0.7	0.4	-0.8	-1.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877924>

Les postes à pourvoir sont toujours plus nombreux et le chômage a rapidement diminué pour s'établir en dessous de 8 %. Néanmoins, si l'on prend également en compte les emplois à temps partiel subi, les travailleurs découragés, et ceux qui sont prêts à travailler mais ne recherchent pas activement un emploi, le taux de chômage élargi demeure supérieur à 14 %. Il est nettement plus élevé dans les régions les plus pauvres, mais faute de logements abordables, les travailleurs ont du mal à déménager pour s'installer à Riga ou dans d'autres lieux où la demande de main-d'œuvre est la plus forte. La faible mobilité des travailleurs contribue aux pénuries de compétences, de même que la poursuite de l'émigration.

Une amélioration des programmes de reconversion et de l'accès au logement atténuerait les pénuries de compétences

Malgré son accélération rapide, la hausse des salaires a produit un effet modéré sur l'inflation sous-jacente, car la productivité a progressé au même rythme que la rémunération du travail dans le secteur manufacturier, et la forte rentabilité des entreprises leur a permis d'absorber l'augmentation de leurs coûts de main-d'œuvre. Le taux de croissance du crédit bancaire aux ménages et aux sociétés non financières reste très bas. De ce fait, il n'y a guère lieu de penser que les faibles taux d'intérêt contribuent

sensiblement à la hausse de la demande et à l'inflation. Sachant que les effets des augmentations du salaire minimum et des droits d'accise se dissiperont après 2018, l'inflation devrait se stabiliser en deçà de 3 %.

L'orientation de la politique budgétaire sera légèrement expansionniste en 2018 et 2019, le gouvernement mettant en œuvre progressivement une réforme de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. La hausse des cotisations sociales permet de financer un accroissement opportun des dépenses de santé. L'adoption d'une politique budgétaire légèrement plus restrictive en 2020 devrait favoriser un ralentissement de la croissance du PIB et de l'inflation.

Grâce à la diminution des prélèvements sur les bas salaires, les travailleurs devraient être davantage incités à accepter un emploi sur le marché du travail formel, ce qui aura des effets positifs sur la sécurité de l'emploi, le développement des compétences et les recettes fiscales. Le gouvernement doit absolument poursuivre ses efforts d'amélioration du recouvrement de l'impôt, afin de financer des dépenses de santé accrues et un meilleur accès au logement, à l'éducation et à la formation. Développer le marché du logement locatif et renforcer les programmes de formation des adultes et de reconversion, comme prévu, améliorerait l'inclusivité et le bien-être. Cela devrait aussi contribuer à amener un plus grand nombre de travailleurs sur le marché de l'emploi et à remédier aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée et aux problèmes d'inadéquation des compétences.

La croissance devrait se modérer

La croissance du PIB devrait ralentir pour s'établir à un taux proche de 3 % en 2020. La progression de l'investissement devrait être plus modérée après la hausse prononcée enregistrée en 2017-18 et les exportations augmenteront moins vite, à l'image du commerce mondial. Les risques à la baisse tiennent notamment à l'éventualité que le Royaume-Uni quitte l'Union européenne (UE) sans accord et à une montée des tensions commerciales mondiales. L'une et l'autre pèseraient sur les exportations et sur l'investissement de la Lettonie. Si le développement du marché locatif et l'amélioration des dispositifs de formation se concrétisaient plus rapidement que prévu, la croissance de l'emploi et de l'activité économique pourrait être plus forte pendant plus longtemps.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2018), « Lettonie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-31-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.